

«Nuit Debout», pour construire un nouveau récit commun

PAR CHRISTIAN SALMON
ARTICLE PUBLIÉ LE VENDREDI 8 AVRIL 2016

Le mouvement contre la loi travail se transforme en une défiance générale à l'égard des institutions politiques. Ne manquait plus que le scandale des Panama Papers pour que la duplicité des élites provoque un véritable krach du discrédit: discrédit de la parole publique, de la démocratie.

L'histoire des peuples comme la vie amoureuse des individus connaît des hauts et des bas. Il y a des périodes de bas voltage où la vie semble s'assombrir. Et puis, il y a ces moments de haut voltage que les cyniques qualifient d'irrationnels, des moments qui n'apportent pas de solutions toutes faites mais qui libèrent des champs de possibles. Les révolutions sont des coups de foudre, qu'on peut toujours taxer après coup d'illusoire, mais qui transforment en profondeur nos perceptions, notre rapport au temps et à l'espace.

Soudain, revoilà le citoyen qui avait disparu des campagnes électorales soumises à la bêtise narrative, celle qui nous fait choisir un candidat comme une marque, dans un mouvement de sympathie dévoyée. La revoilà la politique, considérée non pas comme une série télévisée, mais comme un moment d'intense discussion : *House of words* plutôt que *House of cards*, « la Casa de la Palabra » ou l'arbre à palabres des conteurs créoles et des sociétés africaines. Car, on l'avait oublié, il n'y a pas d'autre forme à la démocratie que l'attroupement spontané d'une foule en colère. C'est elle qui inaugure la grande dispute citoyenne qui fonde la démocratie.

La vidéo de la Nuit Debout du 38 mars, c'est-à-dire du jeudi 7 avril. © TvDebout

• La séparation de l'Ecclesia et de l'État

Rien n'est plus difficile à cerner ou à définir voire même à nommer qu'un rassemblement sans leader et sans programme, qui se nourrit de lui-même et crée sa propre rumeur à partir de ses rapprochements, de ses connexions, de ses rencontres, par l'effet combiné de la curiosité, de la séduction, et de la sympathie. « *Nous*

n'avons que la sympathie pour lutter, et pour écrire, disait Deleuze. Mais la sympathie, ce n'est pas rien, c'est un corps à corps, haïr ce qui menace et infecte la vie, aimer là où elle prolifère. »

Difficile pour les médias d'appréhender ou de décrire ce qui se passe place de la République. Difficile même de nommer ce qui est qualifié au hasard de « *mouvement* » ou de « *mobilisation* », ou qu'on définit par analogie. On le compare au mouvement contre le CPE voire aux veilleurs de la Manif pour tous, risquant forcément de manquer ce qu'il y a d'inédit dans cet événement que personne n'avait vu venir. Mais cette difficulté n'est pas à inscrire à son débit. Bien au contraire.

[[lire_aussi]]

Ce n'est encore qu'un agencement, l'ébauche d'un mouvement, utopique en diable comme la semaine des quatre jeudis, qu'il faut se garder de surinterpréter ou de charger de précédents historiques trop intimidants, que ce soit les révoltes arabes ou les mouvements d'occupation de Madrid et New York. Les unes avaient en face d'elles une dictature et l'ont renversée, les autres avaient le privilège de l'inédit et ont produit des effets politiques, du phénomène Podemos à la campagne de Bernie Sanders.

On ne peut charger ce mouvement de telles ambitions, ni même souhaiter qu'il vienne nourrir et renforcer les campagnes électorales de tel ou tel. Il se suffit à lui-même, dans ce qu'il annonce, dans ce qu'il prononce : une séparation – non pas celle de l'Église et de l'État, mais de l'Ecclesia et de l'État, l'Ecclesia au sens athénien d'assemblée des citoyens.

On le sent bien à la prudence de chat du gouvernement et des médias : à prendre parti trop tôt, le risque est grand de tomber du mauvais côté de l'histoire, d'être renvoyé à ses connivences, à son entre soi. Le risque est grand d'être ringardisé par ce mouvement, trop cool pour être honnête et qui ne cesse de s'étoffer dans la bonne humeur et la sérénité. Où sont les « Katangais » de la Sorbonne si utiles en Mai 68 pour décrédibiliser le mouvement ?

Soudain l'idée vient au pouvoir que la force tranquille a changé de camp. La maturité politique aussi. C'est la fin du cycle solférinien. Son dernier rejeton Manuel Valls n'en finit pas d'agiter les peurs, de cliver, de ségréguer à tout-va, jusqu'à venir brandir au théâtre Dejaset l'épouvantail salafiste, non loin des « deboutistes ». Ce soir-là, leurs débats sont suivis en *streaming* sur l'application Periscope par une audience record qui atteindra le pic de 80 000 internautes, l'assemblée générale enregistrant 380 000 passages individuels tout au long de la soirée. Des chiffres à faire pâlir d'envie les hémicycles désertés de nos assemblées parlementaires.

D'un côté donc, une classe politique à bout de souffle, absentéiste, dévitalisée, soucieuse uniquement de sa réélection, c'est-à-dire de sa survie ; de l'autre, des citoyens affamés de débat, de discussion, de démocratie. D'un côté, la politique institutionnelle avec ses assemblées et son exécutif, son agenda, et son système de reproduction des élites ; de l'autre, les électeurs qui s'en détournent en se réappropriant les termes, les lieux, les formes du débat public. C'est le paradoxe de nos démocraties occidentales, elles pourrissent comme le poisson par la tête et se régénèrent par les pieds. Démocratie Debout.

Le krach du discrédit

En novembre 1960, Norman Mailer soulignait dans un article du magazine *Esquire* la distance qui s'était creusée, depuis la Seconde Guerre mondiale, « entre la vie politique réelle, concrète et incroyablement ennuyeuse, et l'histoire souterraine des désirs romantiques, solitaires, inexploités, cette concentration d'extase et de violence qui constitue la vie rêvée des Américains ». Situation psychopolitique que Mailer condensait dans une formule brillante : « Les mystères sont irrités par les faits. » C'est en peu de mots l'exact diagnostic qui convient à notre situation politique, en ce printemps 2016.

Après un double quinquennat de régression sociale, de chômage de masse, couronné par la réforme avortée de la déchéance de nationalité et une loi travail mort-née, les faits sont en train de défaire les mythes les mieux manufacturés. La sorcellerie néolibérale du pouvoir,

qui prétend contre toute évidence que la richesse, loin de se partager, ruisselle du haut vers le bas, est démasquée par l'explosion des inégalités. Le spectre du chômage de masse est devenu réalité. La politique qui prétend le réduire en organisant la récession au niveau européen et en facilitant les licenciements n'abuse plus personne.

Nul besoin de décryptage et de désenvoûtement, les manifestants contre la loi sur le travail ont des dons surprenants d'exorciste. « Neuf ans ça suffit, Sarkozy démission ! », proclamait ironique une pancarte parodiant le « Dix ans, ça suffit » de Mai 68.

Ils revendiquent les mots de « *partage* », de « *solidarité* » avec d'autant plus de détermination que ces mots ont été défigurés par le discours politique depuis trente ans, ou détournés par la machine à rêve néolibérale. Le revoilà le citoyen, éclairé, exigeant, qui s'était détourné de la politique et qui y revient par un autre chemin et selon son propre agenda sans attendre les élections. Et l'on découvre à cette occasion qu'il est en colère. Comme le rappelait le **philosophe allemand Peter Sloterdijk**, « *c'est leur colère synchrone contre l'arrogance sans bornes des puissants qui a appris aux petites gens qu'ils voulaient désormais être des citoyens* ».

Action de 200 personnes de l'AG Nuit Debout en soutien aux migrants à Stalingrad, jeudi 7 avril.

C'est la meilleure réponse que l'on pouvait imaginer au « *storytelling* » politique qui a envahi la vie politique française depuis 2007. Une action symbolique collective qui déborde de toutes parts les canons de la communication, les *success stories* des dirigeants et le *timing* des campagnes électorales. Ce « *storytelling* », contrairement aux promesses de la campagne de François Hollande en 2012, a continué après Sarkozy à enchaîner la vie démocratique à un engrenage de fictions autoritaires et d'oxymores valsiens : la liberté réduite à la sécurité, l'État de droit confondu avec l'état d'urgence, la République exemplaire des comptes en Suisse, le droit d'asile piétiné, la déchéance de la nationalité pour les binationaux, le code du travail privé de ses droits...

Ne manquait plus que le voile levé sur la duplicité des élites par le scandale des « Panama Papers » pour provoquer ce qu'il faut bien appeler un véritable krach du discrédit : discrédit de la parole publique, de la démocratie, mais aussi discrédit des institutions et des formes de la délibération démocratique.

Le discrédit est une chose instable et invisible à l'œil nu mais, depuis 2008, il se répand comme un gaz : non pas seulement celui de ce gouvernement impuissant, qui ne réussit même plus à faire voter ses lois et ses réformes constitutionnelles, mais tout le système politico-médiatique qui en est réduit à tirer des traites sur l'avenir, la prochaine élection présidentielle, seul moyen de retrouver du crédit auprès des électeurs. Le temps court du quinquennat ne suffit plus au crédit des gouvernants. Il leur faut une rallonge, des emprunts-relais, des primaires entre deux élections pour éviter le « défaut », le krach.

Platon affirmait que les régimes politiques ont une voix propre (*phônê*). « *Tout État qui parle son propre langage vis-à-vis des dieux et des hommes, et agit conformément à ce langage, prospère toujours et se conserve, mais en imite-t-il un autre, il périt.* » Il ne s'agit pas seulement de cohérence politique ou de fidélité à la parole donnée. Un régime doit « parler juste », avec sa propre voix, et non pas avec une voix déguisée, celle d'un autre régime. C'est bien le problème du quinquennat de François Hollande qui s'est employé à travestir la voix de ses électeurs.

Mais le discrédit du politique vient de plus loin. Il est la conséquence de trois séries de phénomènes. Le premier concerne le sujet de la politique. Le deuxième, l'exercice de l'État. Le troisième, la scène du politique.

1. L'homme d'État se présente désormais moins comme une figure d'autorité que comme quelque chose à consommer. Moins comme une instance productrice de normes que comme un artefact de la sous-culture de masse. En dérégulant la finance et en déprogrammant l'État, la révolution néolibérale des années 1980 a absorbé l'espace même du politique, condamnant l'homme politique, placé sous vide, à se simuler, à se reprogrammer sans cesse...

2. La scène politique se déplace : des lieux de la délibération et de la décision politique (meetings des partis politiques, assemblées élues, ministères) vers les nouveaux espaces de légitimation (TV, médias et Internet). Le *timing* des médias se substitue au temps long de la délibération. L'agenda politique cède le pas à l'agenda médiatique.

3. L'exercice du pouvoir, privé des moyens d'agir et affranchi des lois de la délibération et de la décision démocratiques, s'identifie désormais à la réussite d'une performance complexe où les arts anciens du récit et les lois de la rhétorique se combinent aux nouvelles technologies de l'information et de la communication et aux possibilités d'action directe sur les cerveaux qu'offrent les neurosciences. Plus il s'expose médiatiquement, plus il subit une sorte de dévoration. La scène de cette dévoration, c'est la télévision où ses apparitions sont attendues, guettées, comme celles d'un fantôme ou d'un revenant, une cérémonie cannibale dans laquelle apparition et dévoration vont de pair.

Paris est une chambre d'écoute

Les mouvements apparus sur Internet et dans la rue vont bien au-delà de la contestation de la loi El Khomry. Ils contestent non pas telle ou telle disposition de la loi, mais le privilège du législateur, son droit à légiférer et l'emprise de la loi sur leur vie. Une banderole l'exprime avec force place de la République : « *Nos rêves ne rentrent pas dans vos urnes.* » Ces mouvements sont la mesure du discrédit politique du gouvernement. En dégradant son crédit, ils exercent la fonction d'une sorte d'« agence de notation citoyenne ».

Qu'est-ce que note, soir après soir, l'AG des « deboutistes » ? Le discrédit. Que disent ses rapports et ses résolutions ? Le pouvoir n'est plus légitime. Nous abaissons sa note. De quel droit ? Le même que celui des agences de notation des États et des banques. Le fonctionnement des marchés financiers repose sur le crédit, il se nourrit d'anticipations sur la valeur future des actifs. De telles anticipations ont des effets

performatifs redoutables. Elles peuvent renchérir la dette et enrichir les prêteurs et font danser les peuples endettés autour du totem du triple A.

C'est la même chose sur le marché du crédit politique. Les « deboutistes » font danser la classe politique autour du totem de son crédit. Promesses non tenues, créances non honorées, objectifs non respectés. Ils ont compris que la vie politique se nourrit d'anticipations sur l'avenir des hommes politiques, ce que les sondages appellent leur cote d'avenir. S'ils n'ont pas de pouvoir constituant, ils ont celui de destituer les gouvernants, de les dégrader. Ils spéculent à la baisse. Quatre ans après l'élection de François Hollande, ils prononcent son illégitimité. Comment font-ils ? C'est la performance qui se joue chaque soir place de la République, une performance heureuse...

Le hashtag **#onvautmieuxqueca** avait libéré la parole sur les réseaux sociaux. Elle est descendue dans les rues, sur les places, comme si toutes ces voix qui se cherchent dans le chaos des pratiques discursives sur Internet avaient trouvé sur la place publique leur acoustique et leur fréquence. Un montage rap de récits et d'affects rebondit sur les réseaux sociaux, une spirale acoustique, à travers les *streaming* de Periscope, les *live tweet* et les récits sur Facebook. Des voix inaudibles, des récits oubliés, des paroles errantes que refoule habituellement l'univers formaté des médias.

Le mouvement a créé son média: TvDebout à voir en direct sur Youtube

Le dimanche (3 avril/ 34 mars), l'application Periscope a retransmis en *streaming* cinq heures de débats, une bande-son de mots qui s'écoule tel un long fleuve au mépris de la rhétorique tribunitienne des grands meetings ou de la tension narrative des séries politiques. On devine plus qu'on ne voit des centaines de personnes, assises en tailleur, d'autres debout, un ballet de mains qui voltigent pour voter ou approuver, sans oublier au premier plan deux mains qui traduisent en langage des signes. Il ne s'agit pas de séduire ou de convaincre, il ne s'agit même pas à y regarder de près de s'exprimer, la dramaturgie de l'événement qui se déroule dans le noir relève d'une politique de l'écoute.

S'il fallait lui trouver un précédent, c'est du côté des campagnes de Manuela Carmena à Madrid et d'Ada Colau à Barcelone qu'il faut se tourner. Elles ont cassé les codes de la vieille politique en renouant avec la place publique par des « campagnes d'écoute » qui remettent les citoyens au centre de la vie démocratique. « *Gouverner, c'est écouter* », disait Manuela Carmena pendant sa campagne.

Emmanuel Rubio **en témoigne sur son blog** : « *La nuit tombée depuis longtemps, de petits groupes à ras de terre. Formant des cercles, plus ou moins réguliers. Debout, on n'entend rien ; il faut s'asseoir pour saisir les paroles qui s'y échangent. C'est déjà un espace – surprenant, dans l'immensité de la place. Et doux, parce que la parole s'y protège. Qu'on n'y crie pas. Qu'on semble toujours y murmurer. On y parle de la manière de parler, sans cesse. Des tours de parole, de la représentativité. On y tourne les mains en tous sens, selon des codes. On s'inscrit pour le temps d'un instant. On écoute.* »

Ce qui se passe place de la République est la coproduction d'un agencement collectif, de son économie du partage, de ses dispositifs d'énonciation et de retransmission. Pour le coup, rien n'est plus difficile à contrôler ou à contrer qu'un tel mouvement acéphale qui n'est pas tendu vers un projet, un programme et un agenda politique. Par quel bout l'attraper ? Par quels noms et quels visages identifier cette assemblée qui se défie des noms propres et des visages, et qui se réunit dans la nuit sous l'arbre à palabres de la statue de la République ?

Inutile de convoquer et de relancer le vieux tango du spontanisme et de l'organisation, quitte à lui donner de nouveaux noms... L'enjeu pour les occupants de la place de la République, c'est de les remettre à leur place : diriger l'effort de coordination au bon endroit, non pas vers l'extérieur du pouvoir à prendre et des masses à organiser, mais en son centre dans un effort de co-construction d'un ensemble vivant qui gagne en force et en intensité tant qu'il ne s'abandonne pas à des fins qui lui sont extérieures. C'est toute la puissance d'affirmation de la vie et non pas la toute-puissance fantasmée des pouvoirs.

C'est à cela qu'on reconnaît un mouvement social inédit : il enregistre le discrédit des vieilles formes de pouvoir et crée les lieux, les temps et les formes d'une nouvelle délibération démocratique. Non pas un nouveau « storytelling » de gauche, mais une manière nouvelle d'écouter et d'entendre. Une grammaire et une acoustique nouvelles, fondées sur un triple déplacement du débat public :

1. Un glissement de la scène du souverain et des médias vers la scène du forum, de la place publique.

2. Un changement de perception, un autre rapport au temps et à l'espace. Une période s'achève, la suivante n'a pas encore commencé. Entre les deux, l'histoire hésite, le calendrier bégaie. Toute révolution commence par changer le calendrier, s'inscrire dans un autre temps, et les « deboutistes » n'ont pas manqué à cet acte inaugural. 32, 33, 34, 35, 36... 40 mars.

3. Un certain état d'esprit démocratique qui renverse les hiérarchies entre le pouvoir et les dominés, entre le noble et le trivial, entre le haut et le bas... Ce que le théoricien Mikhaïl Bakhtine appelait « *l'esprit du carnavalesque* » qui va bien au-delà du simple carnaval. Car si le carnaval est éphémère et s'abolit lui-même dans un moment de *catharsis*, « *une certaine carnavalisation de la conscience précède toujours, en les préparant, les grands revirements* ».

Loin des « éléments de langage » qui sclérosent la parole politique, la langue revient à sa source, se souvient de Rabelais, de Villon, explose en exagérations, en grossièretés, s'étonne de son invention, jouit de ses répétitions, variations. Il ne s'agit pas d'écrire un programme mais de rendre ses droits à la parole.

La relance d'un récit commun

Place de la République, jeudi 7 avril 2015.

De la politique à la littérature, il n'y a pas si loin lorsqu'elles sont à leur plus haut niveau d'exigence, qu'elles sont au plus près de leur raison d'être.

Elles créent des mondes possibles, elles explorent des langues et des possibilités de vie, elles inventent des manières nouvelles de peupler le monde. Des peuplades, des peuplements...

[[lire_aussi]]

Lorsque cette exigence se perd, politique et littérature régressent : spectacle de la politique et feuilleton des destins personnels. Notre vie quotidienne médiatique est le plafond de verre de notre pauvre imaginaire collectif. Inventer un peuple dans le champ de la politique ou de la littérature, cela signifie actualiser une virtualité, donner à voir une communauté qui vient, et les formes qu'elle prend : assemblées virtuelles, marches, manifestations, mobilisations numériques, conseils, concerts... C'est révéler non pas une vérité mais des variations, des devenir. Non pas le « peuple » de la sociologie électorale, non pas le peuple qu'auscultent, comme un patient, les instituts de sondage. Ni même le peuple de gauche dont rêvent certains politiciens.

Les majorités ont un passé, un héritage à conserver, un *statu quo* à préserver. Elles ne peuvent pas muter : trop de droits à transmettre, trop de puissance à exercer. Seules les minorités sont obligées de muter. Elles peuvent s'absenter pendant des décennies de la scène de l'Histoire et faire une réapparition surprenante sous des formes toujours nouvelles. C'est le pouvoir constituant des fictions littéraires comme des mouvements sociaux. Les unes et les autres créent des mondes possibles. Le droit d'inventer sa vie, les formes qu'elle prend avec d'autres, les figures et les couleurs du commun, le pouvoir de se constituer en sujets d'une aventure commune. Non plus seulement la résistance mais la relance d'un récit commun. « *Nos rêves ne rentrent pas dans vos urnes.* »

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Directeur éditorial : François Bonnet

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 28 501,20€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Gérard Cicurel, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Marie-Hélène Smiéjan, Thierry Wilhelm. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90

Propriétaire, éditeur, imprimeur : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 28 501,20€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.